

CODES

ESSENTIELS 2018

Droit judiciaire

À jour au 1^{er} août 2018

14^e édition

Alphonse KOHL

Professeur émérite à l'Université de Liège.

Guy BLOCK

Docteur en droit,

Avocat aux Barreaux de Bruxelles et de Paris

Janson Baugniet



larcier

Table des matières

I. CODE JUDICIAIRE

10 octobre 1967. – CODE JUDICIAIRE	1
--	---

II. PRINCIPALES CONVENTIONS INTERNATIONALES EN MATIÈRE DE PROCÉDURE CIVILE

a. Droit européen

4 novembre 1950. – CONVENTION de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (<i>Mon. 19 août 1955; Err. Mon. 29 juin 1961</i>).....	523
5 mars 1996. – ACCORD européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Cour européenne des droits de l'homme (<i>Mon. 25 juillet 2000</i>) ..	528
21 avril 1961. – CONVENTION européenne sur l'arbitrage commercial international et Annexe (<i>Mon. 17 février 1976</i>)	529
17 décembre 1962. – ARRANGEMENT relatif à l'application de la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international, fait à Paris, approuvé par la loi du 19 juillet 1975 (<i>Mon. 17 février 1976</i>)	532
31 mars 1965. – TRAITÉ relatif à l'institution et au statut d'une Cour de justice Benelux (<i>Mon. 11 décembre 1973</i>), mentionné	532
18 avril 1988. – RÈGLEMENT – Cour de Justice Benelux – Règlement d'Ordre intérieur (<i>Mon. 18 avril 1988</i>), mentionné	533
13 décembre 2007. – PROTOCOLE n° 3 – Statut de la Cour de justice. Version consolidée (<i>J.O. C 115, 9 mai 2008</i>), mentionné	533
29 mai 2000. – RÈGLEMENT (CE) n° 1347/2000 du Conseil relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale des enfants communs (<i>J.O. L 160, 30 juin 2000</i>), mentionné.....	533
28 mai 2001. – RÈGLEMENT (CE) n° 1206/2001 du Conseil relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale (<i>J.O. L 174, 27 juin 2001; Rect. J.O. L 324, 30 novembre 2016</i>).....	533
27 novembre 2003. – RÈGLEMENT (CE) n° 2201/2003 du Conseil relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le règlement (CE) n° 1347/2000 (Bruxelles IIbis) (<i>J.O. L 338, 23 décembre 2003; Rect. J.O. L 82, 22 mars 2013</i>)	541

17 février 2005 Informations relatives aux juridictions et aux voies de recours communiquées conformément à l'article 68 du règlement (C.E.) n° 2201/2003 du conseil du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le règlement (C.E.) n° 1347/2000 (<i>J.O. C 040, 17 février 2005</i>)	553
21 avril 2004. – RÈGLEMENT (CE) n° 805/ 2004 du Parlement européen et du Conseil portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées (<i>J.O. L 142, 30 avril 2004; Rect. J.O. L 97, 15 avril 2005</i>)	554
12 décembre 2006. – RÈGLEMENT (CE) n° 1896/2006 du Parlement européen et du Conseil instituant une procédure européenne d'injonction de payer (<i>J.O. L 399, 30 décembre 2006</i>).....	563
11 juillet 2007. – RÈGLEMENT (CE) n° 861/2007 du Parlement européen et du Conseil instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges (<i>J.O. L 199, 31 juillet 2007</i>).....	584
30 octobre 2007. – CONVENTION concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (<i>J.O. L 339, 21 décembre 2007; Rect. J.O. L 18, 21 janvier 2014</i>).....	590
13 novembre 2007. – RÈGLEMENT (CE) n° 1393/2007 du Parlement européen et du Conseil relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale («signification ou notification des actes»), et abrogeant le règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil (<i>J.O. L 324, 10 décembre 2007</i>)	603
12 décembre 2007. – CHARTE des droits fondamentaux de l'Union européenne (<i>J.O. C 303, 14 décembre 2007</i>)	612
18 décembre 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 4/2009 du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires (<i>J.O. L 7, 10 janvier 2009; Rect. J.O. L 131, 18 mai 2011; Rect. J.O. L 8, 12 janvier 2013</i>)	612
7 février 1992. – TRAITÉ sur l'Union européenne – Version consolidée (<i>J.O. C 115, 9 mai 2008</i>), mentionné.....	623
25 mars 1957. – TRAITÉ sur le fonctionnement de l'Union européenne (Traité de Rome) – Version consolidée (<i>J.O. C 202, 7 juin 2016; Rect. J.O. C 400, 28 octobre 2016</i>), mentionné	623
12 décembre 2012. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Bruxelles Ibis) (<i>J.O. L 351, 20 décembre 2012</i>)	624
19 février 2013. – ACCORD relatif à une juridiction unifiée du brevet et statuts de la juridiction (<i>Mon. 9 septembre 2014</i>).....	639

15 mai 2014. – RÈGLEMENT (UE) n° 655/2014 du Parlement européen et du Conseil portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale (<i>J.O. L 189, 27 juin 2014</i>)	653
24 juin 2016. – RÈGLEMENT (U.E.) 2016/1103 du Conseil mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière de régimes matrimoniaux (<i>J.O. L 183, 8 juillet 2016; Rect. J.O. L 113, 29 avril 2017; Rect. J.O. L 167, 4 juillet 2018</i>)	667
24 juin 2016. – RÈGLEMENT (U.E.) 2016/1104 du Conseil mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière d'effets patrimoniaux des partenariats enregistrés (<i>J.O. L 183, 8 juillet 2016; Rect. J.O. L 113, 29 avril 2017</i>)	675

b. Droit judiciaire international (non spécifiquement européen)

10 juin 1958. – CONVENTION pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (<i>Mon. 15 novembre 1975</i>)	683
30 juin 1958. – CONVENTION entre le Royaume de Belgique et la République Fédérale d'Allemagne concernant la reconnaissance et l'exécution réciproque, en matière civile ou commerciale, des décisions judiciaires, sentences arbitrales et actes authentiques (<i>Mon. 18 novembre 1960</i>)	684
15 novembre 1965. – CONVENTION relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires en matière civile ou commerciale et de l'annexe (<i>Mon. 9 février 1971</i>)	687
19 décembre 1966. – PACTE INTERNATIONAL relatif aux droits civils et politiques (<i>Mon. 6 juillet 1983</i>)	689
25 octobre 1980. – CONVENTION sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, faite à La Haye (<i>Mon. 24 avril 1999</i>)	690

III. TEXTES D'APPLICATION SPÉCIFIQUE AUX OU PAR LES AVOCATS

29 septembre 1953. – ARRÊTÉ ROYAL rétablissant le droit de plaidoirie (<i>Mon. 2 octobre 1953</i>)	695
12 décembre 1968. – CONVENTION Benelux relative à l'exercice de la profession d'avocat (<i>Mon. 28 août 1968</i>)	696
24 août 1970. – ARRÊTÉ ROYAL apportant une dérogation à la condition de nationalité prévue à l'article 428 du Code judiciaire relatif au titre et à l'exercice de la profession d'avocat (<i>Mon. 8 septembre 1970</i>)	696
30 novembre 1970. – ARRÊTÉ ROYAL fixant pour l'exécution de l'article 1022 du Code judiciaire, le tarif des dépens recouvrables (<i>Mon. 3 décembre 1970; Err. Mon. 12 février 1971</i>), mentionné	697
28 octobre 1988. – CODE DE DÉONTOLOGIE des avocats européens, mentionné	697

26 octobre 2007. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le tarif des indemnités de procédure visées à l'article 1022 du Code judiciaire et fixant la date d'entrée en vigueur des articles 1 ^{er} à 13 de la loi du 21 avril 2007 relative à la répertibilité des honoraires et des frais d'avocat (<i>Mon. 9 novembre 2007</i>)	697
12 novembre 2012. – RÈGLEMENT de l'ordre des barreaux francophones et germanophone rendant obligatoire le code de déontologie de l'avocat (<i>Mon. 17 janvier 2013</i>)	698
19 juillet 2016. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant la nomenclature des points pour les prestations effectuées par les avocats chargés de l'aide juridique de deuxième ligne partiellement ou complètement gratuite (<i>Mon. 10 août 2016</i>)	727

IV. DISPOSITIONS DE DROIT JUDICIAIRE CONTENUES DANS DES TEXTES PARTICULIERS

21 mars 1804 (30 ventôse an XII). – CODE CIVIL, mentionné	737
15 septembre 1919. – LOIS coordonnées sur les mines, minières et carrières (<i>Mon. 3 mars 1920</i>), mentionnée	737
15 juin 1935. – LOI concernant l'emploi des langues en matière judiciaire (<i>Mon. 22 juin 1935</i>)	737
10 - 15 septembre 1807. – CODE DE COMMERCE, mentionné	761
22 décembre 1949. – LOI DOMANIALE (<i>Mon. 25 février 1950</i>)	761
3 avril 1953. – LOI d'organisation judiciaire (<i>Mon. 10-11 avril 1953</i>), mentionnée	765
7 juillet 1969. – LOI déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail (<i>Mon. 30 décembre 1969</i>), mentionnée	765
20 juillet 1964. – ARRÊTÉ ROYAL portant coordination des lois relatives au registre du commerce (<i>Mon. 8 août 1964</i>)	765
8 avril 1965. – LOI relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait (<i>Mon. 15 avril 1965; Err. Mon. 19 mai 1965</i>)	765
12 avril 1965. – LOI concernant la protection de la rémunération des travailleurs (<i>Mon. 30 avril 1965</i>), mentionnée	773
27 juin 1969. – LOI révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (<i>Mon. 25 juillet 1969</i>)	773
3 juillet 1969. – LOI créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 17 juillet 1969</i>)	774
7 avril 1970. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant le nombre des juges sociaux et des conseillers sociaux et les modalités de présentation des candidats (<i>Mon. 24 avril 1970</i>), mentionné	781
15 juillet 1970. – LOI déterminant le cadre du personnel des tribunaux de l'entreprise et modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire (<i>Mon. 30 juillet 1970</i>), mentionnée	781

16 juillet 1970. – LOI déterminant le cadre du personnel des tribunaux de police (<i>Mon. 30 juillet 1970</i>), mentionnée	781	10 octobre 1996. – ARRÊTÉ ROYAL établissant le modèle des avis de saisie, des avis de délégation et des avis de cession de rémunération (<i>Mon. 22 octobre 1996</i>), mentionné	811
20 juillet 1971. – LOI déterminant le cadre du personnel des justices de paix (<i>Mon. 29 juillet 1971</i>), mentionnée	781	17 juillet 1997. – LOI relative au concordat judiciaire (<i>Mon. 28 octobre 1997; Err. Mon. 4 décembre 1997</i>), mentionnée	811
31 mai 1972. – LOI relative aux effets légaux du grade de licencié en droit (<i>Mon. 31 mai 1972</i>)	781	8 août 1997. – LOI sur les faillites (<i>Mon. 28 octobre 1997</i>)	811
27 juillet 1972. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la taxe des témoins en matière civile ainsi qu'à la perception et à la restitution des provisions prévues par l'article 953, alinéa 1 ^{er} , du Code judiciaire (<i>Mon. 31 août 1972</i>)	781	8 mars 1999. – LOI instaurant un Conseil consultatif de la magistrature (<i>Mon. 19 mars 1999</i>)	838
19 octobre 1972. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif à l'exécution des articles 221, 223 et 227, du Code judiciaire (<i>Mon. 24 novembre 1972</i>)	782	25 mars 1999. – LOI relative à la réforme des cantons judiciaires (<i>Mon. 22 mai 1999</i>)	839
8 juillet 1976. – LOI organique des centres publics d'action sociale (<i>Mon. 5 août 1976; Err. Mon. 26 novembre 1976</i>)	784	22 avril 1999. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant le montant des jetons de présence qui peuvent être alloués aux conseillers sociaux, juges sociaux et juges consulaires (<i>Mon. 4 mai 1999</i>)	852
30 novembre 1976. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le tarif des actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale ainsi que celui de certaines allocations (<i>Mon. 8 février 1977</i>)	785	22 avril 1999. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant l'enregistrement des avis de règlement collectif de dettes par la Banque nationale de Belgique et leur consultation par les personnes visées à l'article 19, § 2, de la loi du 5 juillet 1998 relative au règlement collectif de dettes et à la possibilité de vente de gré à gré des biens immeubles saisis (<i>Mon. 19 mai 1999</i>)	852
8 août 1983. – LOI organisant un registre national des personnes physiques (<i>Mon. 21 avril 1984</i>)	790	3 juin 1999. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant le territoire sur lequel chaque siège d'un canton judiciaire qui dispose de plusieurs sièges exerce sa juridiction (<i>Mon. 4 août 1999</i>)	853
10 juillet 1984. – LOI relative à l'application de l'article 1409 du Code judiciaire aux traitements et allocations payés à certains agents des services publics (<i>Mon. 18 juillet 1984</i>)	791	13 juin 1999. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant la procédure d'élection des membres du Conseil consultatif de la magistrature (<i>Mon. 6 août 1999</i>)	854
21 novembre 1989. – LOI relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automobiles (<i>Mon. 8 décembre 1989</i>)	791	1 ^{er} juillet 1999. – ARRÊTÉ ROYAL portant coordination de la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique (<i>Mon. 1^{er} septembre 1999</i>), mentionné	859
26 juin 1990. – LOI relative à la protection de la personne des malades mentaux (<i>Mon. 27 juillet 1990</i>)	793	20 décembre 1999. – ARRÊTÉ ROYAL contenant les modalités d'exécution relatives à l'indemnisation accordée aux avocats dans le cadre de l'aide juridique de deuxième ligne et relatif au subsidie pour les frais liés à l'organisation des bureaux d'aide juridique (<i>Mon. 30 décembre 1999</i>)	859
4 mars 1991. – DÉCRET du Conseil de la Communauté française relatif à l'aide à la jeunesse (<i>Mon. 12 juin 1991</i>)	796	20 décembre 1999. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL déterminant les modalités relatives aux rapports visés aux articles 508/6, alinéa 1 ^{er} , et 508/11, alinéas 1 ^{er} et 2, du Code judiciaire et au contrôle visé à l'article 508/19, § 2, du même Code (<i>Mon. 30 décembre 1999</i>)	862
5 août 1991. – ARRÊTÉ ROYAL organisant le recouvrement par voie de contrainte de certaines sommes dues à l'Office national de sécurité sociale (<i>Mon. 10 septembre 1991</i>)	797	20 décembre 1999. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant exécution de l'arrêt royal du 20 décembre 1999 fixant les conditions d'octroi, le tarif et les modalités de paiement de l'indemnité allouée aux avocats en exécution des articles 508/19, 508/20, 508/22 et 508/23, du Code judiciaire (<i>Mon. 30 décembre 1999</i>), mentionné	863
10 avril 1992. – CODE DES IMPÔTS sur les revenus 1992. – Arrêté royal portant coordination des dispositions légales relatives aux impôts sur les revenus (<i>Mon. 30 juillet 1992</i>)	798	21 septembre 2000. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les modalités et les conditions d'organisation de l'examen d'aptitude professionnelle et du concours d'admission au stage judiciaire (<i>Mon. 30 septembre 2000</i>)	863
25 juin 1992. – LOI sur le contrat d'assurance terrestre (<i>Mon. 20 août 1992</i>)	803	7 décembre 2000. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL accordant, à certaines organisations d'aide juridique, l'agrément visé à l'article 508/2 du Code judiciaire (<i>Mon. 21 décembre 2000</i>)	864
28 février 2013. – CODE de droit économique	805		
8 décembre 1992. – LOI relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (<i>Mon. 18 mars 1993</i>)	806		
12 janvier 1993. – LOI concernant un droit d'action en matière de protection de l'environnement (<i>Mon. 19 février 1993</i>)	807		
17 février 1994. – LA CONSTITUTION coordonnée (<i>Mon. 17 février 1994</i>)	808		
4 août 1996. – LOI relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail (<i>Mon. 18 septembre 1996</i>)	810		

19 avril 2001. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL déterminant les modalités d'exercice du contrôle de l'affectation du subside visé à l'article 17 de l'arrêté royal du 20 décembre 1999 déterminant les modalités relatives à l'agrément des organisations d'aide juridique ainsi qu'à la composition et au fonctionnement de la commission d'aide juridique et fixant les critères objectifs pour l'allocation d'un subside aux commissions d'aide juridique, en exécution des articles 508/2, § 3, alinéa 2, et 508/4, du Code judiciaire (<i>Mon. 3 mai 2001</i>)	864	16 juillet 2004. – LOI portant le Code de droit international privé (<i>Mon. 27 juillet 2004</i>)	886
15 mai 2001. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant le modèle du rapport visé à l'article 508/6, alinéa 1 ^{er} , du Code judiciaire (<i>Mon. 2 juin 2001</i>)	864	19 avril 2006. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les modalités et les conditions d'organisation de l'examen oral d'évaluation visé à l'article 191bis du Code judiciaire (<i>Mon. 12 mai 2006</i>)	888
4 juillet 2001. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le cadre organique des parquets près la Cour de cassation et près les cours d'appel, du parquet fédéral, des parquets près les tribunaux de première instance et de l'auditorat général près la Cour militaire (<i>Mon. 20 juillet 2001</i>), mentionné	865	10 novembre 2006. – ARRÊTÉ ROYAL portant statut, carrière et statut pécuniaire du personnel judiciaire (<i>Mon. 24 novembre 2006</i>), mentionné	889
10 août 2001. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les jours et heures d'ouverture des greffes des cours et tribunaux (<i>Mon. 17 août 2001</i>)	865	21 janvier 2007. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les modalités de la mise à disposition du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail aux fins de les assister dans l'exercice de leurs missions, de fonctionnaires des administrations générales fiscales (<i>Mon. 2 février 2007</i>)	889
18 juillet 2017. – ARRÊTÉ ROYAL rattachant un greffe à plusieurs justices de paix et modifiant l'arrêté royal du 10 août 2001 fixant les jours et heures d'ouverture des greffes des cours et tribunaux (<i>Mon. 25 juillet 2017</i>)	867	31 janvier 2007. – LOI sur la formation judiciaire et la gestion des connaissances et portant création de l'Institut de formation judiciaire (<i>Mon. 2 février 2007</i>)	893
17 février 2002. – Arrêté royal fixant le cadre organique du personnel des greffes des justices de paix (<i>Mon. 27 février 2002</i>), mentionné	868	25 avril 2007. – LOI portant des dispositions diverses (IV) (<i>Mon. 8 mai 2007</i>)	901
17 juillet 2002. – Loi relative aux opérations effectuées au moyen d'instruments de transfert électronique de fonds (<i>Mon. 17 août 2002</i>), mentionnée	868	25 mai 2007. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil national de discipline (<i>Mon. 1^{er} juin 2007</i>)	903
29 août 2002. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant le modèle du rapport visé à l'article 508/11, alinéa 2, du Code judiciaire (<i>Mon. 10 septembre 2002</i>)	868	19 septembre 2007. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités des élections des chefs de corps siégeant dans le collège d'évaluation et le nombre de suppléants de chaque catégorie de membres du collège d'évaluation visés à l'article 259undecies du Code judiciaire (<i>Mon. 26 septembre 2007</i>)	904
4 septembre 2002. – Arrêté royal fixant le cadre organique du personnel des greffes des tribunaux de police (<i>Mon. 20 septembre 2002</i> 41589), mentionné	869	4 décembre 2007. – LOI relative aux élections sociales (<i>Mon. 7 décembre 2007</i>)	906
20 décembre 2002. – LOI relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur (<i>Mon. 29 janvier 2003</i>)	869	31 janvier 2009. – LOI relative à la continuité des entreprises (<i>Mon. 9 février 2009</i>), mentionnée	908
21 février 2003. – LOI créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances (<i>Mon. 28 mars 2003</i>)	872	1 ^{er} mars 2009. – ARRÊTÉ ROYAL accordant une prime de connaissance d'une seconde langue nationale au personnel des greffes et secrétariats de parquet (<i>Mon. 10 mars 2009</i>)	908
18 mars 2003. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant le nombre de suppléants et les règles à suivre lors du remplacement des membres effectifs du Conseil national de discipline, fixant les modalités des élections, du tirage au sort et des désignations ainsi que le nombre de membres à désigner en vue du tirage au sort et fixant l'entrée en vigueur partielle de l'article 9 de la loi du 7 juillet 2002 modifiant la deuxième partie, livre II, titre V du Code judiciaire relatif à la discipline et rapportant la loi du 7 mai 1999 modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne le régime disciplinaire applicable aux membres de l'Ordre judiciaire (<i>Mon. 31 mars 2003</i>)	880	18 mai 2009. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les droits et obligations en matière de formation judiciaire, ainsi que les modalités d'exécution des formations pour les personnes visées à l'article 2, 4 ^e à 10 ^e , de la loi du 31 janvier 2007 sur la formation judiciaire et portant création de l'Institut de formation judiciaire (<i>Mon. 4 juin 2009</i>)	908
19 novembre 2003. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les allocations et indemnités accordées aux membres et au secrétaire du jury du concours de recrutement pour le grade d'attaché au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation (<i>Mon. 2 décembre 2003</i>)	883	6 avril 2010. – LOI relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur (<i>Mon. 12 avril 2010</i>), mentionnée	912
18 décembre 2003. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions de la gratuité totale ou partielle du bénéfice de l'aide juridique de deuxième ligne et de l'assistance judiciaire (<i>Mon. 24 décembre 2003</i>)	884	7 décembre 2010. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution du chapitre I ^{er} bis du titre I ^{er} de la cinquième partie du Code judiciaire relatif au fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt (<i>Mon. 17 décembre 2010</i>)	912
		19 juillet 2012. – LOI portant réforme de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles (<i>Mon. 22 août 2012</i>)	918
		28 février 2013. – CODE de droit économique	921
		21 juillet 2013. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant la formule exécutoire des arrêts, jugements, ordonnances, mandats de justice ou actes comportant exécution parée (<i>Mon. 21 juillet 2013</i>)	926
		1 ^{er} décembre 2013. – LOI portant réforme des arrondissements judiciaires et modifiant le Code judiciaire en vue de renforcer la mobilité des membres de l'ordre judiciaire (<i>Mon. 10 décembre 2013</i>)	926

14 mars 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la répartition en divisions des cours du travail, des tribunaux de première instance, des tribunaux du travail, des tribunaux de commerce et des tribunaux de police (<i>Mon. 24 mars 2014</i>)	931
28 mars 2014. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le quota de juges au tribunal disciplinaire et de conseillers au tribunal disciplinaire d'appel et l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 15 juillet 2013 modifiant les dispositions du Code judiciaire relatives à la discipline (<i>Mon. 9 avril 2014</i>)	938
2 avril 2014. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 7 janvier 2014 modifiant le statut des huissiers de justice (<i>Mon. 24 avril 2014</i>)	939
10 avril 2014. – LOI modifiant certaines dispositions du Code judiciaire en vue d'instaurer une nouvelle carrière pécuniaire pour le personnel judiciaire ainsi qu'un système de mandats pour les greffiers en chef et les secrétaires en chef (<i>Mon. 10 juin 2014; Err. Mon. 23 juin 2014</i>)	958
10 avril 2014. – LOI modifiant diverses dispositions en vue d'établir un registre national des experts judiciaires et établissant un registre national des traducteurs, interprètes et traducteurs-interprètes jurés (<i>Mon. 19 décembre 2014</i>)	963
27 mai 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'évaluation des membres du personnel de l'Ordre judiciaire (<i>Mon. 10 juin 2014</i>)	967
21 juillet 2014. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités de l'élection des représentants du Conseil des procureurs du Roi et du Conseil des auditeurs du travail au sein du Collège du ministère public visé à l'article 184, § 1 ^{er} , du Code judiciaire (<i>Mon. 29 juillet 2014</i>)	971
4 mai 2015. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le nombre d'huissiers de justice par arrondissement judiciaire (<i>Mon. 19 mai 2015</i>)	973
8 juin 2015. – ARRÊTÉ ROYAL fixant la procédure pour le maintien en service au-delà de 65 ans pour les membres du personnel de l'Ordre judiciaire (<i>Mon. 30 juin 2015</i>)	973
18 novembre 2015. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'assistance en justice du personnel judiciaire, des magistrats, ainsi que des stagiaires judiciaires et à l'indemnisation des dommages aux biens encourus par eux (<i>Mon. 4 décembre 2015</i>)	974
16 février 2016. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le règlement de répartition des affaires du tribunal de première instance d'Anvers et modifiant l'arrêté royal du 14 mars 2014 relatif à la répartition en divisions des cours du travail, des tribunaux de première instance, des tribunaux du travail, des tribunaux de l'entreprise et des tribunaux de police (<i>Mon. 22 février 2016</i>)	976
16 février 2016. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le règlement de répartition des affaires du tribunal de première instance de Liège et modifiant l'arrêté royal du 14 mars 2014 relatif à la répartition en divisions des cours du travail, des tribunaux de première instance, des tribunaux du travail, des tribunaux de l'entreprise et des tribunaux de police (<i>Mon. 22 février 2016</i>)	977
16 février 2016. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le règlement de répartition des affaires du tribunal de première instance de Namur et modifiant l'arrêté royal du 14 mars 2014 relatif à la répartition en divisions des cours du travail, des tribunaux de première instance, des tribunaux du travail, des tribunaux de l'entreprise et des tribunaux de police (<i>Mon. 22 février 2016</i>)	978
8 juin 2016. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités du fonctionnement et de l'organisation du service d'appui commun auprès du Collège des procureurs généraux et du Collège du ministère public visé à l'article 185 du Code judiciaire (<i>Mon. 17 juin 2016</i>)	979
12 juin 2016. – ARRÊTÉ ROYAL portant abrogation de différents arrêtés royaux fixant les règlements particuliers des cours et tribunaux et modifiant l'arrêté royal du 10 août 2001 déterminant le nombre, les jours et la durée des audiences ordinaires des justices de paix et des tribunaux de police du Royaume (<i>Mon. 4 juillet 2016</i>)	982
16 juin 2016. – ARRÊTÉ ROYAL portant création de la communication électronique conformément à l'article 32ter du Code judiciaire (<i>Mon. 22 juin 2016</i>) ..	984
16 juin 2016. – ARRÊTÉ ROYAL fixant l'entrée en vigueur des articles 9 et 32 à 40 de la loi du 19 octobre 2015 modifiant le droit de la procédure civile et portant des dispositions diverses en matière de justice, et portant exécution des articles 1394/25 et 1394/27 du Code judiciaire (<i>Mon. 22 juin 2016</i>)	986
20 juin 2016. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL déterminant la mise en fonction du réseau e-Box et du système e-Deposit, comme visée dans l'article 10 de l'arrêté royal du 16 juin 2016 portant création de la communication électronique conformément à l'article 32ter du Code judiciaire (<i>Mon. 22 juin 2016</i>)	988
23 juin 2016. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à l'assistance en justice des membres du personnel et à l'indemnisation des dommages à leurs biens (<i>Mon. 6 juillet 2016</i>)	989
13 octobre 2016. – DÉCRET (du Parlement de la Communauté française) relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables (<i>Mon. 22 décembre 2016</i>)	991
17 mai 2017. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables (<i>Mon. 7 juin 2017</i>)	997
17 mai 2017. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL (Communauté française) portant exécution de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 2017 portant exécution du décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables (<i>Mon. 9 juin 2017</i>)	1002
18 juillet 2017. – ARRÊTÉ ROYAL rattachant un greffe à plusieurs justices de paix et modifiant l'arrêté royal du 10 août 2001 fixant les jours et heures d'ouverture des greffes des cours et tribunaux (<i>Mon. 25 juillet 2017</i>)	1002

2 novembre 2017. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le règlement de répartition des affaires du tribunal de première instance du Luxembourg et modifiant l'arrêté royal du 14 mars 2014 relatif à la répartition en divisions des cours du travail, des tribunaux de première instance, des tribunaux du travail, des tribunaux de l'entreprise et des tribunaux de police (<i>Mon. 10 novembre 2017</i>).	1003
14 janvier 2018. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le règlement de répartition des affaires du tribunal de première instance de Flandre occidentale et modifiant l'arrêté royal du 14 mars 2014 relatif à la répartition en divisions des cours du travail, des tribunaux de première instance, des tribunaux du travail, des tribunaux de l'entreprise et des tribunaux de police (<i>Mon. 29 janvier 2018</i>).	1005
18 janvier 2018. – DÉCRET du Parlement de la Communauté française portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse (<i>Mon. 3 avril 2018</i>).	1007
18 mars 2018. – LOI portant modification de la loi du 23 juillet 1926 relative à la S.N.C.B. et au personnel des chemins de fer belges et du Code judiciaire en matière d'élections sociales pour certains organes de dialogue social des chemins de fer belges (<i>Mon. 22 mars 2018</i>).	1015
18 mars 2018. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le règlement de répartition des affaires du tribunal de l'entreprise de Liège et modifiant l'arrêté royal du 14 mars 2014 relatif à la répartition en divisions des cours du travail, des tribunaux de première instance, des tribunaux du travail, des tribunaux de l'entreprise et des tribunaux de police (<i>Mon. 27 mars 2018</i>).	1018
11 juin 2018. – ORDONNANCE établissant le règlement particulier du Tribunal du travail francophone de Bruxelles (<i>Mon. 15 juin 2018</i>).	1020

V. LISTE DES LOIS ET ARRÊTÉS 1025

VI. LISTE CHRONOLOGIQUE DES ARTICLES DE LOIS OU DES ARRÊTÉS REPRODUITS SOUS DES ARTICLES DU CODE JUDICIAIRE 1031

VII. TABLE DES ARTICLES DE LOIS OU D'ARRÊTÉS REPRODUITS SOUS DES LOIS OU ARRÊTÉS REPRIS SOUS OU À LA SUITE DE TEXTES PARTICULIERS 1034

VIII. TABLE CHRONOLOGIQUE DES ARRÊTS DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE 1035

IX. TABLE DES ARRÊTS DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE 1040

X. TABLE DES ARRÊTS DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE 1045

XI. TABLE ALPHABÉTIQUE 1048